



**HAL**  
open science

## Introduction. Un livre, des parcours...

Catherine Baroin, François Constantin

► **To cite this version:**

Catherine Baroin, François Constantin. Introduction. Un livre, des parcours... Catherine Baroin; François Constantin. La Tanzanie contemporaine, Karthala; IFRA, pp.17-28, 1999, Hommes et sociétés, 2-86537-912-4. halshs-03985808

**HAL Id: halshs-03985808**

**<https://shs.hal.science/halshs-03985808>**

Submitted on 7 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## INTRODUCTION

### Un livre, des parcours ...<sup>1</sup>

Catherine BAROIN  
François CONSTANTIN

#### Retour de Dar ...

Comme il est loin, le temps où un intellectuel africain critique s'inquiétait d'un conformisme qui avait envahi ses pairs, européens notamment, et qu'il avait baptisé la "tanzaphilie". Pour l'historien Ali A. Mazrui en effet, l'enthousiasme suscité par l'expérience tanzanienne, sous la direction du sage J. Nyerere, s'il n'était pas dépourvu de fondement, surtout au regard de la dégradation rapide des mœurs et pratiques politiques voisines, n'en était pas moins dangereux dans la mesure où il signifiait une perte de cet esprit critique sans lequel l'intellectuel n'est plus qu'un militant aveugle.

Les nouvelles générations nées après les états de grâce qui ont plus ou moins brièvement suivi les indépendances africaines ont sans doute quelque peine à imaginer l'écho suscité à travers le monde par la voie politique originale empruntée par celui que l'on appelait le *Mwalimu* (le maître d'école) qui entendait promouvoir une société nouvelle solidaire, humaniste, égalitaire et libre au travers d'un discours si peu convenu et donc si séduisant qu'il rencontra le soutien des sociaux-démocrates scandinaves, britanniques ou allemands, des diverses variantes du marxisme d'État, de Berlin-est à Pékin ou encore de l'intelligenza nord-américaine. C'était le temps où la Tanzanie était la destination privilégiée des chercheurs en sciences sociales à la recherche de non-conformisme, d'innovations, de syncrétismes alliant tradition et modernité, d'expériences qui semblaient être de bon sens puisqu'elles reposaient sur la confiance dans la nature humaine, confiance que toutes les autres politiques de par le monde avaient abandonnée.

Dans la double logique de cet optimisme et les exigences de l'activité scientifique, témoins et analystes de la Tanzanie ont alors produit une abondante littérature expliquant tous les aspects des changements amorcés ou annoncés pour la

---

<sup>1</sup> BAROIN, C., CONSTANTIN F. 1999. "Introduction. Un livre, des parcours...", in BAROIN, C. ; CONSTANTIN, F. (éds), *La Tanzanie contemporaine*, Paris, Karthala / IFRA, pp. 17-28.

promotion de la société civile post-coloniale et sa réconciliation avec la société politique nouvelle. La réputation acquise eut une telle ampleur qu'elle gagna même notre pays où l'opinion publique et ses dirigeants avaient quelque peine à imaginer qu'il existât une Afrique qui ne fut point francophone. Un événement traumatisme devait être nécessaire pour bien leur ouvrir les yeux, qui prit la forme d'un incident diplomatique lorsque le Ministre français des Affaires étrangères de l'époque (c'était en 1977), débarquant pour la première fois à Dar-es-Salaam, s'imagina pouvoir y répéter les mêmes propos paternalistes et lénifiants qui jalonnaient ses rencontres protocolaires avec ses homologues des États francophones. Le chef de l'État tanzanien le remit immédiatement à sa place sans ménagement, et le ministre, vexé, reprit sur le champ l'avion qu'il venait à peine de quitter. Il ne s'aperçut qu'après qu'il aurait pu se renseigner aisément sur ce qui l'attendait, car dès cette époque, des chercheurs français avaient rejoint la cohorte des observateurs attentifs de la Tanzanie, s'engageant sur la voie ouverte par les efforts pionniers d'un Pierre Alexandre, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), d'un Franck Moderne, professeur de droit public à Antananarivo, puis à Pau, et d'un Denis C. Martin, jeune chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Peut-être ne faut-il pas voir un simple hasard dans le fait que dans les mois qui suivirent, fut mis en place, en Afrique orientale, le dispositif de recherche qui allait donner naissance au CREDU (Centre de recherche, d'échange et de documentation universitaires), puis à l'actuel IFRA (Institut français de recherche en Afrique).

Mais en 1985, Nyerere quitta la direction du gouvernement, puis celle du parti (1990). Si la retraite volontaire confortait le caractère exceptionnel de l'individu (car il n'y avait qu'un seul précédent africain, celui du Président sénégalais L.S. Senghor), elle intervenait dans un contexte qui avait fait que l'enthousiasme était sérieusement retombé, car si les intentions humanistes demeuraient incontestables, les pratiques et les performances du système se révélaient de plus en plus décevantes, et il était de moins en moins possible d'en imputer les responsabilités aux seules manœuvres, même bien réelles, d'un impérialisme libéral que, par la suite, la chute du bloc communiste débarrassait de toute pudeur. "L'exception tanzanienne" devenait de moins en moins plaidable. Victime de sa relative banalisation, la Tanzanie cessait d'être une référence et un pôle d'attraction, sinon pour un tourisme commercial indifférent au Tanzanien.

Une décennie plus tard, il est apparu nécessaire de faire le point, car la Tanzanie reste, ne serait-ce que par sa démographie et ses dimensions, un poids lourd dans un espace africain affecté par des crises graves au regard desquelles elle apparaît comme un îlot de stabilité, de modération et de ce fait, sinon à nouveau une référence, du moins un éventuel médiateur susceptible de contribuer à l'apaisement des tensions dans la région des Grands Lacs. Que ce rôle ait été attribué personnellement à J. Nyerere et non à la Tanzanie en tant que telle est ici

accessoire. La preuve est faite que si l'expérience qu'a connue ce pays ne méritait peut-être pas tous les honneurs dont il était l'objet, l'attitude inverse n'en était pas moins dangereuse. Il s'agit donc, au travers de ce volume, de fournir au public francophone un nouveau point sur la situation d'un grand pays africain. Le problème pour les responsables de ce chantier était alors de savoir comment procéder.

### **Retour sur un projet ...**

Fidèles à l'esprit de la collection, nous nous sommes efforcés, en fonction des disponibilités, de constituer un ensemble réunissant des contributeurs tanzaniens et européens. Par rapport aux responsables des autres volumes de cette collection, nous nous sommes trouvés confrontés à une difficulté particulière, tenant au fait qu'il y a une dizaine d'années, un ouvrage collectif répondant au même esprit avait été publié sous la responsabilité de Herman Batibo, professeur de linguistique à l'Université de Dar-es-Salaam, et Denis Martin, aujourd'hui directeur de recherche à la Fondation nationale des Sciences politiques. Cet ouvrage, *Tanzanie, l'ujamaa face aux réalités* (Editions Recherche sur les civilisations, Paris, 1989), reste une référence, même si un nouveau regard se justifiait du fait des changements intervenus en Tanzanie au cours de ces dix dernières années, notamment dans les domaines économiques et politiques. Le souci de se placer en complémentarité avec ce précédent a présidé aux options éditoriales que nous avons privilégiées, qu'il s'agisse du choix des participants, avec le souci de faire intervenir des jeunes chercheurs, ou de la présentation des thèmes, avec le souci de fournir une information de base à l'intention d'un public le plus large possible.

Dans cette perspective, nous avons organisé la présentation de cette "Tanzanie contemporaine" autour de quatre axes, en partant de l'idée que, pour toute une génération de *lecteurs*, parler de la Tanzanie évoque immédiatement des images symboliques fortes qui, comme toute représentation imaginaire, comportent une part de réalité, mais qui est fortement valorisée. Au travers d'Olduvaï, c'est tout le mystère des origines de l'humanité qui est évoqué. On pourrait dire qu'ainsi, on côtoie les interrogations sur la Création, et, passant de la science au mythe, on arrive à la quête du Paradis perdu. L'imagerie coloniale a pu faire croire que ce paradis originel pouvait se retrouver dans un Eden situé au pied du toit de l'Afrique, le Kilimandjaro, dans ces parcs nationaux auxquels se résume, pour une bonne part de l'opinion publique, la Tanzanie. Dans toute mythologie se rencontrent Age d'or et Homme providentiel. La Tanzanie n'y échappe pas, qui a produit l'une des personnalités politiques les plus respectées de ce siècle, son premier Président, Julius K. Nyerere. Associée à son nom, une politique devait concrétiser l'idéal d'une utopie humaniste érigée en programme d'action, le socialisme *ujamaa* dont il convenait, trente ans après, de faire le bilan. La morosité que celui-ci suscite aujourd'hui ne doit pas faire oublier la force du mot,

emprunté à une langue africaine, le swahili, dont la consécration comme langue officielle n'est pas, elle, de l'ordre de l'utopie ; c'est en s'appuyant sur cette langue et certains traits de culture qui lui sont associés qu'une véritable culture tanzanienne s'est construite.

Car au-delà des symboles, il y a des réalités profondes, des données de base qui devaient être analysées dans la deuxième partie de ce livre. La Tanzanie, c'est la rencontre de populations diverses en voie de constituer un peuple, produit d'une histoire faite, comme pour tous les peuples, d'alliances et de conflits. Traditionnellement, une population constitue un capital que tout gouvernant s'efforce de valoriser au travers d'une part d'une politique éducative, d'autre part d'une politique sanitaire, l'une comme l'autre ayant été privilégiées par les dirigeants tanzaniens. Enrichies par le refus d'opposer savoirs endogènes "traditionnels" et savoirs européens importés, elles ont longtemps constitué la preuve des bienfaits de l'*ujamaa*, en raison de leur réussite certaine à l'échelle africaine, quelles que soient les limites que les observateurs proches du terrain pouvaient déceler. De manière plus ancienne, plus diffuse, la dialectique de l'interne et de l'externe se retrouve sur le terrain des croyances religieuses, aussi bien parmi les musulmans que parmi les chrétiens qui se trouvent à peu près à parité.

La troisième partie vise à donner quelques éclairages sectoriels sur ces dynamiques, intervenues notamment au cours des deux dernières décennies. Une attention particulière a été apportée aux changements dans la production agricole et, plus largement dans toute la conception de l'activité économique, la Tanzanie ayant dû passer par les règles de conduite édictées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Le dirigisme velléitaire qui s'était développé sous couvert d'*ujamaa* avait en pratique conduit à un blocage du dynamisme des agents économiques, au développement d'une administration publique plus pléthorique qu'efficace, à l'exploitation du paysannat et à l'aggravation des situations de pénurie. Les programmes de redressement de l'économie nationale "négociés" avec les institutions internationales prescrivaient la suppression des entraves réglementaires aux activités de production et d'échange (libéralisation), le démantèlement des entreprises publiques (privatisation) et la réduction des effectifs de la fonction publique. Au-delà des premiers résultats obtenus sur le terrain économique analysés ici, il est certain que ce changement des règles a contribué à l'aggravation des inégalités et au développement d'une corruption qui ont pesé lourdement sur les dernières années de la présidence d'A.H. Mwinyi et que son successeur, B. Mpaka, essaie de combattre alors que le dogme de l'enrichissement personnel s'est largement substitué à la morale de la solidarité collective. La privatisation et la libéralisation des activités économiques n'étaient qu'un des volets de la conditionnalité imposée par les bailleurs de fonds. S'appuyant sur des mouvements de mobilisation internes critiquant la

monopolisation de la vie publique par un parti unique victime de l'usure du pouvoir, ceux-ci ont incité les dirigeants tanzaniens à accepter une "démocratisation" du système politique commençant par le pluralisme partisan. Cette acceptation n'est pas dépourvue d'ambiguïtés, l'ancien parti unique, le CCM (*Chama cha Mapinduzi*), conservant le pouvoir grâce à ses succès électoraux. Cette continuité politique n'empêche pas une réorientation de la politique économique d'autant mieux intégrée qu'une élite sociale et politique a su en tirer parti pour pérenniser, sinon renforcer sa domination malgré les investigations menées par la justice et autres commissions anti-corruption. Une autre pierre d'achoppement subsiste dans cette recherche d'un pluralisme dans l'unité. Non seulement l'unification entre le Tanganyika continental et l'ancien sultanat de Zanzibar, proclamée en 1964, ne s'est guère concrétisée au point que la république ne semble "unie" que sur le papier, mais les dynamiques en cours sont encore rendues plus complexes du fait des oppositions que la "démocratisation" suscite dans les îles. Le changement le plus tangible se trouve peut-être sur la scène internationale où l'activisme diplomatique s'est épuisé après la retraite officielle de J. Nyerere. Si le *Mwalimu* n'est jamais totalement absent de la scène politique africaine, son image de sage ne rejaillit plus sur le pays qu'il dirigea jusqu'en 1985. S'il est une influence transnationale qui semble se renforcer, elle se trouve dans le domaine plus discret de la culture. Outre la dynamique du swahili en tant que langue internationale, différentes formes d'expression font que par ses artisans, peintres, sculpteurs, la Tanzanie apparaît comme un nouvel espace de référence, d'imagination, de création, retenant de plus en plus l'attention d'un public à l'échelle mondiale.

Mais il nous a semblé que ces fresques essayant de synthétiser le positionnement de la Tanzanie dans le monde d'aujourd'hui ne suffisaient pas pour signifier la Tanzanie contemporaine. C'est pourquoi, reprenant l'expression devenue banale de "arrêts sur image", nous avons réuni quelques instantanés de la banalité de la vie quotidienne en Tanzanie. Ces portraits divers apportent le témoignage du destin de chacun au fil des jours, loin des synthèses globalisantes et des discours plus ou moins savants construisant des cohérences qui, vues depuis les cases de Mazimbo ou les échoppes de Kariakoo, peuvent paraître bien artificielles.

Une dernière précision s'impose alors ici. L'histoire de la Tanzanie n'est évoquée dans cet ouvrage que par bribes, à travers divers chapitres, sans jamais faire l'objet d'un développement spécifique. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, on pouvait considérer que dans un ouvrage devant être centré sur le présent (la Tanzanie *contemporaine*), il n'y avait pas lieu de mettre en exergue la trajectoire historique en tant que telle. Ceci s'imposait d'autant moins que chaque contributeur, dans son domaine, était amené à situer ses propos dans une perspective diachronique. Ainsi, l'histoire est omniprésente, qu'il s'agisse de symboles, de contexte ou de

dynamiques. Simplement, il nous revient peut-être de rappeler la cohérence existant entre les éléments rapportés par chacun.

### **Retour sur un passé ...**

Il est vrai que si l'on doit parler de la « longue durée », le cas tanzanien est inégalable : les fouilles archéologiques menées en Tanzanie dans la vallée du Rift, en particulier sur le site d'Olduvai, ont abouti à de très spectaculaires résultats puisque c'est vraisemblablement dans cette région que se situe le berceau de l'humanité, il y a deux millions d'années. Mais si l'on quitte le terrain de l'archéologie pour entrer dans la période précoloniale, les sources historiques sont assez peu nombreuses, surtout lorsque l'on quitte la bande côtière. Il faut combiner les données de diverses disciplines, l'archéologie, la linguistique, l'étude des traditions orales, pour mettre en place quelques épisodes principaux de cette histoire.

Ainsi la linguistique comparée des langues africaines permet de retracer les grandes étapes de l'histoire du peuplement du pays. La Tanzanie apparaît comme un remarquable lieu de convergences : c'est le seul pays d'Afrique où toutes les familles linguistiques sont représentées, avec d'abord des populations de langues khoisan (comme les actuels Bochimani du Kalahari), chasseurs-cueilleurs, peu à peu submergés par des vagues de nouveaux venus parlant des langues de groupes différents : des agropasteurs couchitiques, originaires d'Ethiopie, suivis sans doute de Nilotes anciens avant la grande vague bantoue, venue de l'ouest, qui recouvre peu à peu l'essentiel du pays. Les Maasai pour leur part, pasteurs nilotes également, ne sont arrivés en Tanzanie, depuis le nord, qu'à une époque beaucoup plus tardive, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle.

En dehors de quelques jalons linguistiques et archéologiques, l'histoire de la Tanzanie, pour le premier millénaire de notre ère comme pour le début du second, reste fort mal connue hormis celle du littoral de l'océan Indien décrit par les voyageurs arabes dès le VIII<sup>e</sup> siècle. Pour l'arrière-pays, c'est seulement pour des périodes beaucoup plus tardives que les traditions orales, et les fouilles archéologiques, permettent la mise en place de quelques repères. Les plus remarquables sont des royaumes tels que celui de Karagwe, dans l'angle nord-ouest de la Tanzanie actuelle, où l'on a retrouvé, dans la « maison du trésor royal » décrite par Stanley en 1876, une étonnante collection de plus d'une centaine d'objets en fer et autres insignes royaux, en particulier des tambours. Si le trésor du Karagwe semble dater du XIX<sup>e</sup> siècle, la tradition même de trésors royaux de ce type, composés d'objets en fer et autres, est beaucoup plus ancienne. Elle se retrouve dans d'autres royaumes de la région inter-lacustre, au Rwanda et en Ouganda, de plusieurs siècles antérieurs.

Une autre forme remarquable d'organisation sociale ancienne qui se maintint sur environ 300 ans, du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, est mise en évidence par des fouilles archéologiques menées dans la vallée du Rift entre les lacs Eyasi, Manyara et Natron, en particulier à Engaruka. Sur les versants du Rift et dans la plaine en contrebas se pratiquait une agriculture sophistiquée : des terrasses soigneusement aménagées et entretenues, sur une surface de plus de 2000 hectares, étaient irriguées par un vaste réseau de canaux qui captaient les cours d'eau descendus du Rift. Les agriculteurs, nécessairement nombreux, étaient regroupés en villages où ils élevaient aussi bovins et petit bétail, vraisemblablement à l'étable comme cela se fait aujourd'hui sur les monts Kilimandjaro et Meru. Les techniques d'irrigation sont donc une tradition très ancienne dans cette partie de l'Afrique ; elles étaient connues bien avant l'arrivée des colons, dans la vallée du Rift comme sur le Kilimandjaro. On ne peut rien dire, certes, des formations politiques en vigueur dans ces sociétés, si ce n'est que des techniques agricoles d'une telle complexité et pratiquées avec une telle ampleur supposaient un certain niveau de consensus et d'organisation de la vie sociale.

La même remarque s'applique, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, aux Nyamwezi. Ces derniers qui, avec leurs proches parents les Sukuma au sud du lac Victoria, constituent actuellement le groupe ethnique le plus important en Tanzanie, formaient dès cette époque, autour de Tabora, un royaume important qui se maintint jusqu'à la période coloniale. On trouve d'autres royaumes au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le nord-ouest du pays, sur les monts Pare, Usambara et Kilimandjaro. Celui d'Ugweno, sur les monts Pare du nord, fut constitué dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et resta en place jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Sur les monts Usambara, où vivaient côte à côte diverses petites chefferies claniques, c'est un étranger venu du sud qui unifia sous son autorité le royaume shambaa, permettant ainsi à ces chefferies de mieux lutter contre la menace que d'autres étrangers, des pasteurs couchitiques, faisaient peser sur leur mode de vie.

Mais ces quelques formations sociales remarquables, et particulièrement ces royaumes, n'ont jamais été que de taille modeste et n'ont jamais constitué que des exceptions confirmant la règle. Sur la majeure partie du territoire en effet, relativement sec et peu peuplé, ne se rencontraient que des villages dispersés et les chefferies, le cas échéant, n'y avaient qu'un rayon d'action limité. Les ethnies d'alors n'étaient pas figées comme elles le devinrent ensuite sous l'influence de la colonisation. Les migrations étaient nombreuses d'une région à une autre, d'un groupe social à l'autre, d'un village à l'autre. Les emprunts techniques ou linguistiques, les interférences sociales et culturelles, les échanges de tous ordres étaient nombreux entre les diverses communautés, dont les contours flous variaient de surcroît au fil du temps. Ce morcellement et cette mobilité des réalités sociales ne rendent d'ailleurs que plus difficile le travail de l'historien.



Tel n'est pas le cas de l'histoire des cités-États de la côte, qui dès le VIII<sup>e</sup> siècle nous sont connues grâce aux écrits de voyageurs arabes, ainsi qu'à des traditions écrites et à des fouilles récentes, notamment à Kilwa, au sud du pays. On sait qu'en 750-800, le commerce maritime, qui devait exister auparavant, se développe dans l'océan Indien. Des navigateurs musulmans, venus d'Arabie ou du golfe Persique, s'installent tout au long de la côte africaine. À partir de ces ports (Mogadiscio, Lamu, Mombasa, Pemba, Zanzibar, Mafia, Kilwa ...) se développe un fructueux commerce caravanier : on exporte l'or du « pays de Sofala », c'est-à-dire des mines du Zimbabwe (Monomotapa), ainsi que de l'ivoire, des peaux, des bois tropicaux, mais aussi des esclaves, tandis que sont importées des cotonnades, de la verroterie indienne et des porcelaines chinoises. C'est à la faveur de ce commerce que se développe la langue swahilie qui établit, dans le domaine linguistique, une sorte de synthèse de ces échanges.

Kilwa est le dernier port swahili vers le sud. C'est, du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, une cité florissante, à tel point qu'elle peut s'affranchir, au XIV<sup>e</sup> siècle, de la tutelle de Mogadiscio et Mafia. S'appuyant sur les richesses de son arrière-pays, elle commerce directement avec l'Arabie. Sa prospérité exceptionnelle se maintint jusqu'à l'arrivée des Portugais au début du XVI<sup>e</sup> siècle, se basant pour l'essentiel sur la forte demande internationale en or qui marque le début du XIV<sup>e</sup> siècle. Kilwa servait alors de plaque tournante pour l'exportation de ce métal précieux provenant du Zimbabwe dont le monde musulman, l'Extrême-Orient et, plus encore, l'Europe étaient très demandeurs. Il reste peu de chose aujourd'hui de la grandeur passée de Kilwa. Ses divers édifices, d'architecture probablement swahilie, où se mariaient la pierre, le corail, le calcaire et même la porcelaine chinoise sont maintenant en ruines. Seule subsiste encore, en partie, la grande mosquée du Vendredi et son toit de coupoles.

Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, l'arrivée des Portugais met un terme à cette prospérité. Pedro Alvares Cabral le premier, à la tête de six vaisseaux portugais, arrive à Kilwa en juillet 1500. Deux ans plus tard, Vasco de Gama, passant à Kilwa, en exige un tribut. En juillet 1505, Francisco de Almeida prend Kilwa d'assaut et entreprend la construction d'un fort, amorçant le déclin provisoire du commerce des cités swahilies. La domination portugaise néanmoins ne sera pas de longue durée. Elle se heurte à diverses révoltes locales puis, au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, les Arabes d'Oman reprennent peu à peu le contrôle de la côte swahilie, de Zanzibar à Pemba (1652) jusqu'au-delà de la frontière de l'actuel Mozambique. En 1698, ils s'emparent de Fort Jésus (Mombasa) et chassent définitivement les Portugais de la côte orientale de l'Afrique.

Avec la domination d'Oman, le commerce des ports swahilis connaît un regain d'activité, toujours fondé sur l'échange caravanier. Au départ de Kilwa, des colporteurs yao acheminent les denrées en direction du lac Malawi. Cet axe

commercial se prolonge plus loin jusqu'au Zimbabwe. Plus au nord sur un deuxième axe est-ouest, les porteurs nyamwezi établissent le lien entre Zanzibar et les abords des lacs Tanganyika et Nyanza (actuellement lac Victoria). À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et surtout au début du XIX<sup>e</sup>, le commerce prend un nouvel essor avec le développement à vaste échelle de la traite des esclaves. En Afrique de l'est et particulièrement sur la côte, des esclaves étaient exportés dès le deuxième siècle de notre ère vers l'Égypte. Plus tard, les négociants les vendirent en Perse, en Arabie, en Inde et en Chine où ils devenaient travailleurs, paysans, domestiques ou soldats. Mais ce qui change à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est l'ampleur de cette activité, dominée dans la région par les Français et les Arabes omanais.

Les Français en effet exportent des esclaves vers leurs possessions de l'océan Indien : les Seychelles, Madagascar, la Réunion ainsi que l'île Maurice. En 1776 par exemple, le sultan de Kilwa signe un traité avec la France où il s'engage à fournir chaque année 1000 esclaves. Vers 1811-1820, le marché aux esclaves est créé à Zanzibar et la traite se développe vers l'intérieur du pays. Elle répond à un objectif nouveau, qui est de fournir de la main d'œuvre à une économie naissante, l'économie de plantation. À partir de cette époque se développèrent sur la côte et les îles de l'océan Indien (dans les colonies françaises notamment) des plantations où les esclaves cultivaient diverses plantes exotiques, sources d'importants revenus. C'est alors que la Compagnie des Indes orientales développe sur l'île de la Réunion la culture du café et des épices. Il en est de même à Zanzibar avec la culture de la girofle qui demeure, encore de nos jours, une spécialité de l'île. La nature du commerce qui se pratique à partir des comptoirs swahilis a donc sensiblement changé. Contre les esclaves, l'ivoire et les épices, sont maintenant échangés des cotonnades, des perles de verre, du fil de laiton pour fabriquer des bracelets, ainsi que des armes à feu. Des commerçants et financiers indiens et européens (hollandais, anglais, français et allemands) s'implantent localement pour prendre part à ces lucratives activités. Le sultanat de Zanzibar signe des traités commerciaux avec les États-Unis (1833), avec la France (1844), avec les républiques hanséatiques allemandes (1859). L'année 1840 consacre l'importance de Zanzibar puisque le sultanat d'Oman y transfère alors sa capitale, au détriment de Muscat.

L'activité esclavagiste de la France est abolie beaucoup plus tôt que celle des Omanais (en 1794 à la Réunion) qui, en dépit de pressions croissantes des Anglais et de la signature de divers traités (1822, 1845, 1873), ne mettront pas un terme définitif à la traite des esclaves avant 1886.

En ce XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres bouleversements affectaient l'intérieur du pays. Sous la poussée des Zoulous, les guerriers Ngoni remontaient vers le nord, entre les lacs Malawi et Tanganyika. Bien organisés militairement, ils semaient la terreur et la destruction sur leur passage et amenaient les populations, jusqu'alors

faiblement organisées, à adopter les mêmes techniques militaires pour mieux leur résister. C'est vers le milieu du même siècle que les premiers Européens pénétrèrent vers l'intérieur. Le missionnaire allemand Johannes Rebmann, en 1848, voit pour la première fois le Kilimandjaro. Dix ans plus tard en 1858, les explorateurs Richard Burton et John H. Speke, partis à la recherche des sources du Nil, atteignent le lac Tanganyika, J. Speke gagnant seul le lac Nyanza, appelé plus tard lac Victoria.

La fin du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par une succession de calamités. La grande peste bovine de 1890-1891 réduit à néant les troupeaux des pasteurs et agropasteurs, tandis que la variole et la trypanosomiase font des ravages dans la population. Sur le plan politique, des luttes d'influence se développent entre les gouvernements occidentaux (Grande Bretagne, Allemagne, France) pour contrôler cette région du globe. Elles aboutissent en 1890 à la signature de deux traités. Le premier, entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, place Zanzibar et Pemba sous protectorat britannique, tandis que les Anglais reconnaissent le contrôle des Allemands sur le Tanganyika, le Rwanda et le Burundi. Un mois plus tard une convention anglo-française accorde Zanzibar à la Grande Bretagne et Madagascar à la France.

Quelques années plus tôt, les Allemands avaient pris pied, un peu par hasard mais de manière décisive, sur le continent est-africain. L'aventurier allemand Carl Peters, petit bourgeois bercé de rêves de grandeur, obtient une lettre de protection du gouvernement allemand et organise une expédition en Afrique de l'est. Il débarque à Zanzibar en 1884 et à partir de là, se rend sur le continent où il extorque à divers chefs locaux, ignorants des façons de faire européennes, la signature de traités de protection. En deux mois, 140 000 km<sup>2</sup> de territoire sont ainsi placés sous contrôle allemand. En février 1885, le gouvernement allemand officialise son protectorat sur ces territoires et autorise Peters à poursuivre son action. Il fonde la Société allemande d'Afrique de l'est (*Deutsch-Ostafrikanische Gesellschaft*) qui, en dépit de l'hostilité du sultan de Zanzibar et des Arabes de la côte, contrôlait en 1888 deux ports, Dar-es-Salaam et Pangani, et 18 comptoirs à l'intérieur, jusqu'à Bukoba.

L'Allemagne peu à peu mit en place dans ses colonies est-africaines un système d'administration directe très centralisé. Dans chaque district sont nommés des administrateurs, les *akida*, souvent arabes, qui supervisent plusieurs villages, chaque village ayant à sa tête un chef désigné lui aussi par les autorités, le *jumbe*. Les africains sont tenus à l'écart des décisions et les impôts, très lourds, sont mal ressentis par la population qui se paupérise et se révolte à de multiples reprises. La révolte la plus importante, connue sous le nom de Maji-Maji, intervient au sud du pays de 1905 à 1907, en protestation contre la culture obligatoire du coton. Son nom vient du mot swahili *maji* qui désigne l'eau : les insurgés buvaient une potion

qui était censée les rendre invulnérables aux balles allemandes, transformées en eau, croyance qui ne rendit que plus redoutable l'efficacité des mitrailleuses allemandes. Pour mieux réduire la révolte, les Allemands pratiquèrent la politique de la terre brûlée, détruisant villages et récoltes sur leur passage. Le nombre des victimes est estimé à 100 000 au moins, peut-être bien davantage. Cette répression sévère entraîna le dépeuplement de zones auparavant prospères, et l'invasion de la mouche tsé-tsé.

Du côté du pouvoir colonial, la révolte entraîna une inflexion de la politique allemande, avec une plus grande considération pour les populations indigènes, et le développement des infrastructures. La voie ferrée du nord, amorcée à Tanga en 1893, atteint Moshi en 1912 ; au centre du pays, en 1914, la ligne partie de Dar-es-Salaam, via Tabora, atteint Kigoma sur le lac Tanganyika. Ces grands axes ferroviaires servaient les intérêts des colons allemands, de grandes plantations de sisal, de café et de caoutchouc s'étant développées, au tournant du siècle, surtout dans le nord-est du pays.

La guerre de 1914-1918 entraîna au Tanganyika plus de 50 000 morts, au combat ou par suite de maladies, parmi les Africains enrôlés comme soldats ou comme porteurs pour les armées allemandes et anglaises. Après le traité de Versailles en 1919, le Tanganyika passe sous administration britannique (en principe sous contrôle international, d'abord en tant que territoire sous mandat de la SDN, puis territoire sous tutelle de l'ONU) jusqu'à son indépendance en 1961.

Cette longue période coloniale anglaise aura été d'abord marquée par la mise en place de l'*indirect rule* sous l'action de Sir Donald Cameron, gouverneur du Tanganyika de 1925 à 1931. À la tête de chaque circonscription territoriale, définie comme celle d'une ethnie, est constitué un « gouvernement local » (*local government*) mariant autant que possible les coutumes indigènes avec les principes politiques britanniques de séparation des pouvoirs. Par ailleurs, l'extension des cultures de rente, en particulier celle du café, par les colons européens mais aussi par les populations locales, va de pair avec celle des coopératives indigènes, souvent dirigées par les premiers autochtones convertis au christianisme et scolarisés. Le développement des coopératives africaines ouvrira la voie aux revendications d'indépendance, laquelle est octroyée pacifiquement au Tanganyika par la Grande Bretagne le 9 décembre 1961, sous la pression des nationalistes de la Tanganyika African National Union (TANU), avec à sa tête Julius Nyerere.

Quant aux développements ultérieurs qui vont affecter ce qui deviendra en 1964 la République unie de Tanzanie, ils sont au cœur des différentes contributions que nous avons réunies ici. Si nous nous devons d'assumer la pleine responsabilité de cette publication, il convient de rappeler que celle-ci n'aurait sans doute pas vu le

jour sans l'initiative prise par notre collègue Colette Le Cour Grandmaison, alors directrice de l'IFRA, qui nous a mobilisés sur ce projet, dont le suivi a été assuré par son successeur à la direction de l'IFRA, B. Charlery de la Masselière. Pour passer du projet à la réalisation, il fallait réunir un ensemble de collaborateurs disposés à respecter les règles du jeu et les délais que nous avons fixés ; nous remercions tous ceux qui ont ainsi apporté leur savoir et qui ont dû patienter avant de voir leurs écrits enfin publiés. C'est enfin Marlène Loumagne qui se trouvait en bout de chaîne pour mettre en forme les manuscrits d'une manière si professionnelle que sans elle, les délais de publication auraient été encore plus longs.